

Contentieux des honoraires, frais et débours : en matière administrative

Auteur :

Bruno DUPONCHELLE

Président honoraire de la Compagnie des experts près la Cour administrative d'appel de Douai

1. Mise en œuvre

L'ordonnance de taxe des honoraires et frais d'expertise visée à l'article R.621-11 du code de justice administrative est notifiée aux parties par le greffe de la juridiction.

Principe :

L'ordonnance de taxe peut être contestée par les parties, l'expert, ou encore l'État lorsqu'une partie a bénéficié de l'aide juridictionnelle.

Procédure :

La personne qui conteste l'ordonnance de taxe doit saisir la juridiction définie par un tableau d'attribution du Conseil d'Etat.

Le président de la juridiction à laquelle appartient l'auteur de l'ordonnance de taxe présente des observations écrites.

La décision du tribunal administratif peut être contestée devant une cour administrative d'appel

2. Commentaires

Comme c'est le greffe de la juridiction qui notifie l'ordonnance de taxe des honoraires d'expertise aux parties, l'expert n'est pas tenu de la notifier lui-même. Il lui est toutefois recommandé de la notifier à la partie qui lui doit un solde d'honoraires.

Le code de justice administrative fixe un délai d'un mois pour le recours contre les ordonnances de taxe.

3. Textes applicables - Extraits du Code de justice administrative

R. 761-1 - Les dépens comprennent les frais d'expertise, d'enquête et de toute autre mesure d'instruction dont les frais ne sont pas à la charge de l'Etat.

Sous réserve de dispositions particulières, ils sont mis à la charge de toute partie perdante sauf si les circonstances particulières de l'affaire justifient qu'ils soient mis à la charge d'une autre partie ou partagés entre les parties.

L'Etat peut être condamné aux dépens.

R. 761-2 – En cas de désistement, les dépens sont mis à la charge du requérant sauf si le désistement est motivé par le retrait total ou partiel de l'acte attaqué, opéré après l'enregistrement de la requête, ou, en plein contentieux, par le fait que, postérieurement à cet enregistrement, satisfaction totale ou partielle a été donnée au requérant.

R. 761-3 – Dans tous les cas où une partie fait signifier une décision par acte d'huissier de justice, l'huissier de justice a droit aux émoluments qui lui sont attribués par le tarif en vigueur devant les tribunaux de grande instance

R. 761-4 - La liquidation des dépens, y compris celle des frais et honoraires d'expertise définis à l'article R. 621-11, est faite par ordonnance du président de la juridiction, après consultation du président de la formation de jugement ou, en cas de référé ou de constat, du magistrat délégué.

Au Conseil d'Etat, la liquidation est faite par ordonnance du président de la section du contentieux.

R. 761-5 - Les parties, l'Etat lorsque les frais d'expertise sont avancés au titre de l'aide juridictionnelle ainsi que, le cas échéant, l'expert, peuvent contester l'ordonnance mentionnée à l'article R.761-4.

Les ordonnances des présidents des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel sont contestées devant un tribunal administratif désigné en vertu d'un tableau d'attribution arrêté par le président de la section du contentieux. Les ordonnances du président de la section du contentieux sont contestées devant le Conseil d'Etat.

Le président de la juridiction à laquelle appartient l'auteur de l'ordonnance, ou, au Conseil d'Etat, le président de la section du contentieux est appelé à présenter des observations écrites sur les mérites du recours.

Le recours mentionné au précédent alinéa est exercé dans le délai d'un mois à compter de la notification de l'ordonnance sans attendre l'intervention de la décision par laquelle la charge des frais est attribuée.

APPEL D'UN JUGEMENT

R. 811-1 – Toute partie présente dans une instance devant le tribunal administratif ou qui y a été régulièrement appelée, alors même qu'elle n'aurait produit aucune défense, peut interjeter appel contre toute décision juridictionnelle rendue dans cette instance.

R. 811-2 – Sauf disposition contraire, le délai d'appel est de deux mois. Il court contre toute partie à l'instance à compter du jour où la notification a été faite à cette partie dans les conditions prévues aux articles R.751-3 à R.754-4-1 Si le jugement a été signifié par huissier de justice, le délai court à dater de cette signification à la fois contre la partie qui l'a faite et contre celle qui l'a reçue.